

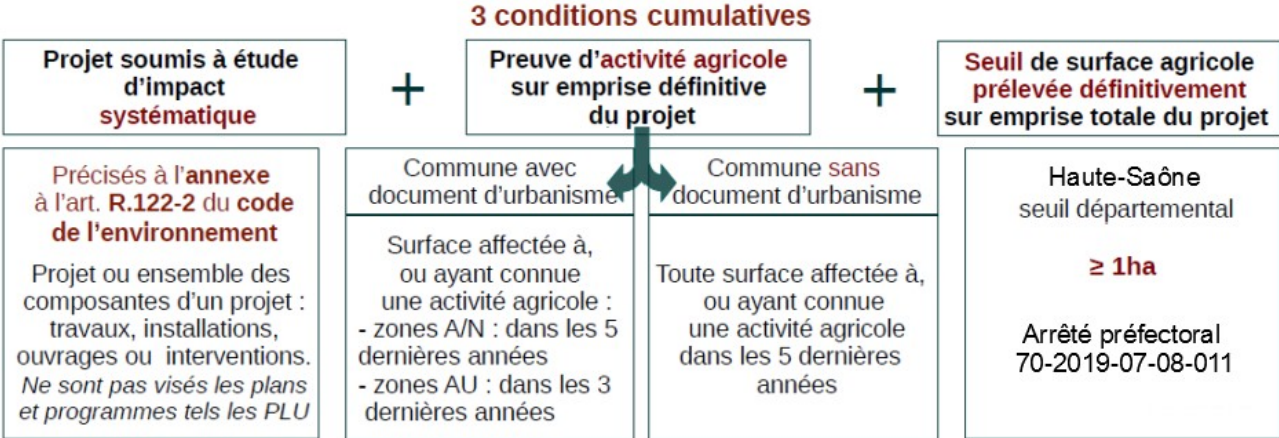
**LA COMPENSATION
 COLLECTIVE
 AGRICOLE**
REPERER LES PROJETS

A la compensation individuelle, le dispositif réglementaire issu du décret 2016-1190 du 31 août 2016, ajoute une **compensation agricole collective**. Cette mesure doit compenser les effets négatifs pour la ou les filières agricoles, de la consommation des terres générée par l'aménagement. Il s'agit pour les projets soumis, d'évaluer leur impact sur la « ferme Haute-Saône » et de proposer des mesures en compensation en cas d'impact négatif.






En premier lieu : **Eviter – Réduire – Compenser**

Obligation d'étude préalable : ce qui est concerné

tout projet de travaux, ouvrages ou aménagements, public ou privé, répondant aux

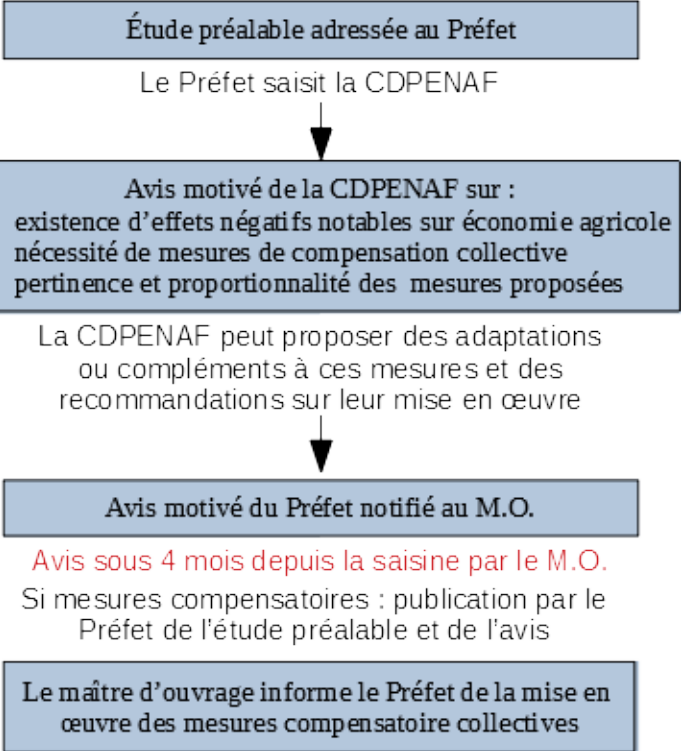


Exemples de projets concernés

-  ICPE (carrières, éoliens, ...)
-  Installation photovoltaïque au sol (> 250 kWc)
 Lignes électriques aériennes HTB 2 et 3 et > 15 km ;
 Canalisations gaz
-  Travaux, constructions et opérations d'aménagement donnant lieu à un permis d'aménager (ex : autoroutes, voies rapides, passages à 4 voies ou élargissements >10km)
 Lignes ferroviaires
 Aéroport – piste >2100m
-  Permis de construire ou procédure de zone d'aménagement concerté, de surface de plancher > 40 000 m² (4 ha) ou dont le terrain couvre une superficie > 10 ha ;
-  Terrains de camping > 200 emplacements

code rural et de la pêche maritime Art.L.112-1-3 et D.112-1-19

PROCEDURE



Contacts DDT - ddt-cdpenaf@haute-saone.gouv.fr

Montage de l'étude préalable

Service Economie et Politique Agricoles 03 63 37 92 30

Saisine de la CDPENAF

Service Urbanisme Habitat Construction 03 63 37 92 87